

REPUBLIQUE FRANCAISE  
\_\_\_\_\_  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
\_\_\_\_\_  
ARRONDISSEMENT DE CARPENTRAS  
\_\_\_\_\_  
ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE  
DU CANAL DE CARPENTRAS



## Extrait du Registre des Délibérations

---

DATE DE CONVOCATION : 20/09/2024

DATE DU CONSEIL SYNDICAL : 07/10/2024

N° DELIBERATION : 2024-54

OBJET : Demande d'autorisation d'occupation du domaine public  
ENEDIS Commune de Jonquières

Nbre de membres en exercice		22
Nbre de membres présents ou représentés		17
Nombre de suffrages exprimés		17
VOTE	Pour	17
	Contre	
	Absentions	

Présents : M. André BERNARD (Président), Frédéric MAILLET (Vice-Président), Luc BARTOLO, Marie Hélène ARGENCE, Michel GONTIER, Frédéric FRIZET, Jérôme ROUCH, André ROUX, Daniel LEYDIER, Sébastien CLAUDEL, Stéphane POINT, Olivier JACQUET, Remy SALIGNON, Brigitte TRAMIER (Syndics).

Syndics Titulaires ayant donné procuration :  
M. Jean Marc LONG à M. Frédéric MAILLET  
M. Michel RECORDIER à M. André BERNARD  
M. Michel BRES à M. André BERNARD

Absents Excusés : M. Clément LAUZIER, Guillaume VANDERSTEEN, Franck REY, Guillaume GRETER, Thierry USSEGLIO (Syndics).

Le Président indique que l'ASA a reçu une demande d'occupation du domaine public de la société ENDIS sur la commune de Jonquières :

- Objet : traversée de filiole sous fourreau pour le raccordement d'un compteur électrique - parcelle appartenant à l'ASA cadastrée Jonquières AN N° 246.

Le Président fait lecture du projet d'autorisation et en propose l'adoption.

Le conseil syndical  
Après en avoir délibéré  
Décide

- d'émettre un avis favorable à la demande d'occupation du domaine public de l'ASA présentée sous réserve du respect des conditions d'autorisation spécifiques décrites précisément dans la convention d'occupation du domaine public.

- de donner tous pouvoirs à son Président pour signer cette autorisation d'occupation du domaine public sur les bases exposées.

Pour copie conforme  
Le Président du Syndicat



ASSOCIATION SYNDICALE  
DU CANAL DE CARPENTRAS  
Le Président

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter de son affichage.